

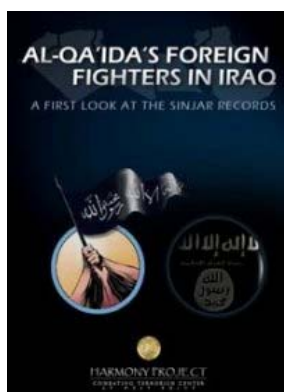
Qui compose l'« Émirat islamique » ?

par Thierry Meyssan

Alors que l'opinion publique occidentale est abreuvée d'informations sur la constitution d'une prétendue coalition internationale pour lutter contre l'« Émirat islamique », celui-ci change discrètement de forme. Ses principaux officiers ne sont déjà plus des arabes, mais des Géorgiens et des Chinois. Pour Thierry Meyssan, cette mutation montre qu'à terme l'Otan entend utiliser l'« Émirat islamique » en Russie et en Chine. Dès lors, ces deux pays doivent intervenir maintenant contre les jihadistes, avant qu'ils ne retournent semer le chaos dans leur pays d'origine.

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 22 SEPTEMBRE 2014

عربي ESPAÑOL ENGLISH DEUTSCH POLSKI ΕΛΛΗΝΙΚΑ ITALIANO РУССКИЙ PORTUGUÊS فارسی
TÜRKÇE



L'« Émirat islamique » a d'abord
affiché son origine arabe. Cette
organisation est issue
d'« Al-Qaïda en Irak » qui combattait non pas
les envahisseurs états-uniens, mais les chiites
irakiens. Elle est devenue « Émirat islamique en
Irak », puis « Émirat islamique en Irak et au
Levant ». En octobre 2007, l'armée de terre US

saisit à Sinjar près 606 fiches des membres étrangers de cette organisation. Elles furent dépouillées et étudiées par des experts de l'Académie militaire de West Point.

Pourtant, quelques jours après cette saisie, l'émir al-Baghdadi déclara que son organisation ne comprenait que 200 combattants et qu'ils étaient tous Irakiens. Ce mensonge est comparable à celui des autres organisations terroristes en Syrie qui déclarent ne

compter qu'incidemment des étrangers, alors que l'Armée arabe syrienne estime à au moins 250 000 le nombre de jihadistes étrangers ayant combattu en Syrie au cours des trois dernières années. Au demeurant, le calife Ibrahim (nouveau nom de l'émir al-Baghdadi) prétend désormais que son organisation est composée largement d'étrangers, que le territoire syrien n'est plus pour les Syriens et le territoire irakien n'est plus pour les Irakiens, mais ils sont pour ses djihadistes.

Selon les fiches saisies à Sinjar, 41 % des terroristes étrangers membres de l'« Émirat islamique en Irak » étaient de nationalité saoudienne, 18,8 % étaient Libyens, et 8,2 % seulement étaient Syriens. Si l'on rapporte ces chiffres à la population de chacun des pays concernés, la population libyenne a fourni proportionnellement 2 fois plus de combattants que celle d'Arabie saoudite et 5 fois plus que celle de Syrie.

Concernant les jihadistes syriens, leur origine était dispersée dans le pays, mais 34,3 % venaient de la ville de Deir ez-Zor qui, depuis le retrait de l'« Émirat islamique » de Raqqa, est devenue la capitale du Califat.

En Syrie, Deir ez-Zor a la particularité d'être peuplée majoritairement d'arabes sunnites organisés en tribus, et de minorités kurde et arménienne. Or, jusqu'à présent, les États-Unis n'ont été capables de détruire les États qu'en Afghanistan, en Irak, et en Libye, c'est-à-dire des pays où la population est organisée en tribus. Ils ont par contre échoué partout ailleurs. De ce point de vue, Deir ez-Zor en particulier et le Nord-Est de la Syrie en général peuvent donc être potentiellement conquis, mais pas le reste du pays, comme on le voit depuis trois ans.



Tarkhan Batirashvili, sergent du renseignement militaire géorgien, est devenu l'un des principaux chefs de l'« Émirat islamique » sous le

nom d'Abou Omar al-Shishani.

Depuis deux semaines, une purge affecte les officiers maghrébins. Ainsi, les Tunisiens qui ont pris l'aéroport militaire de Raqqa, le 25 août, ont-ils été arrêtés pour désobéissance, jugés et exécutés par leurs supérieurs. L'« Émirat islamique » entend remettre à leur place ses combattants arabes et promouvoir des officiers tchéchènes aimablement fournis par les services secrets géorgiens.



Abou Anisah al-Khazakhi, premier jihadiste chinois de l'« Émirat islamique » mort au combat (au centre de la photo) n'était pas Ouïghour, mais Kazakh.

Une autre catégorie de jihadiste fait son apparition : les Chinois. Depuis juin, les États-Unis et la Turquie ont transporté des centaines de combattants chinois et leurs familles au Nord-Est de la Syrie. Certains d'entre eux deviennent immédiatement des officiers. Ce sont principalement des Ouïghours, des Chinois de Chine populaire, mais musulmans sunnites et turcophones.

Dès lors, il est évident que, à terme, l'« Émirat islamique » étendra ses activités en Russie et en Chine, que ces deux pays sont ses cibles finales.

Nous allons certainement assister à une nouvelle opération de communication de l'Otan : son aviation repoussera les jihadistes hors d'Irak et les laissera s'installer à Deir ez-Zor. La CIA fournira de l'argent, des armes, des munitions et des renseignements aux « révolutionnaires syriens modérés » (sic) de l'ASL, qui changeront alors de casquette et les utiliseront sous le drapeau de l'« Émirat islamique », comme c'est le cas depuis mai 2013.



John McCain et l'état-major de l'Armée syrienne libre. Au premier plan à gauche, Ibrahim al-Badri, avec lequel le sénateur est en train de discuter. Juste après, le brigadier général Salim Idriss (avec des lunettes).

À l'époque, le sénateur John McCain était venu illégalement en Syrie rencontrer l'état-major de l'ASL. Selon la photographie diffusée alors pour attester de la rencontre, cet état-major comprenait un certain Abou Youssef, officiellement recherché par le département d'État US sous le nom d'Abou Du'a, en réalité l'actuel calife Ibrahim. Ainsi, le même homme était —à la fois et en même temps— un chef modéré au sein de l'ASL et un chef extrémiste au sein de l'« Émirat islamique ».

Muni de cette information, on appréciera à sa juste valeur le document présenté au Conseil de sécurité, le 14 juillet, par l'ambassadeur syrien Bachar al-Jaafari. Il s'agit d'une lettre du commandant-en-chef de l'ASL, Salim Idriss, datée du 17 janvier 2014. On y lit : « Je vous informe par la présente que les munitions envoyées par l'état-major aux dirigeants des conseils militaires révolutionnaires de la région Est doivent être distribuées, conformément à ce qui a été convenu, pour deux tiers aux chefs de guerre du Front el-Nosra, le tiers restant devant être réparti entre les militaires et les éléments révolutionnaires pour la lutte contre les bandes de l'ÉIIL. Nous vous remercions de nous envoyer les justificatifs de livraison de l'ensemble des munitions, en précisant les quantités et qualités, dûment signés par les dirigeants et chefs de guerre en personne, afin que nous puissions les transmettre aux partenaires turcs et français ». En d'autres termes, deux puissances de l'Otan (la Turquie et la France) ont acheminé des munitions pour deux tiers au Front Al-Nosra (classé comme membre d'Al-Qaïda par le Conseil de sécurité) et pour un tiers à ASL afin qu'il lutte contre l'« Émirat islamique », dont le chef est un de ses officiers supérieurs. En réalité, l'ASL a disparue sur le terrain et les

munitions étaient donc destinées pour deux tiers à Al-Qaïda et pour un tiers à l'« Émirat islamique ».

Grâce à ce dispositif à double casquette, l'Otan pourra continuer à lancer ses hordes de jihadistes contre la Syrie tout en prétendant les combattre.

Cependant, lorsque l'Otan aura installé le chaos partout dans le monde arabe, y compris chez son allié saoudien, il retournera l'« Émirat islamique » contre les deux grandes puissances en développement, la Russie et la Chine. C'est pourquoi ces deux puissances devraient intervenir dès à présent et tuer dans l'œuf l'armée privée que l'Otan est en train de constituer et d'entraîner dans le monde arabe. Faute de quoi, Moscou et Pékin devront l'affronter bientôt sur leur propre sol.

Thierry Meyssan

Source : « Qui compose l'« Émirat islamique » ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 22 septembre 2014, www.voltairenet.org/article185337.html